

Décision n° 2017-337 du **20 DEC. 2017**  
donnant délégation de signature

**au directeur et à des agents de la direction territoriale Normandie-Centre  
en matière de recrutement et de gestion des membres du corps des adjoints  
administratifs des administrations de l'État affectés au Centre d'études et d'expertise  
sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement**

**Le directeur général par intérim du Centre d'études et d'expertise sur les risques,  
l'environnement, la mobilité et l'aménagement,**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2013-431 du 28 mai 2013 portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports, notamment le titre IX ;

Vu le décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement ;

Vu le décret n° 2014-15 du 8 janvier 2014 portant délégation de pouvoirs en matière de recrutement et de gestion des agents relevant du ministre chargé du développement durable affectés au Centre d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement ;

Vu la décision chargeant Monsieur Bruno Lhuissier, par intérim, de la direction générale du Cerema ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2014 portant délégation de pouvoirs en matière de recrutement et de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État affectés au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement ;

Vu la délibération n° 2015-38 du conseil d'administration du Cerema fixant l'organisation générale de l'établissement et de son comité de direction ;

Vu la décision n° 2014-135 du 11 février 2014 portant nomination des membres du comité de direction et des responsables du siège du Cerema ;

Vu la décision n° 2015-368 du 21 décembre 2015 portant nomination d'un membre du comité de direction du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement ;

Vu la décision n° 2016-01 du 4 janvier 2016 fixant les responsabilités des membres du comité de direction du Cerema ;

Vu la décision n° 2017-71 du 13 mars 2017 portant nomination aux fonctions de responsabilité rattachées au directeur de la direction territoriale Normandie-Centre ;

décide

**Article 1**

Délégation est donnée à Monsieur Jérôme Wabinski, directeur de la direction territoriale Normandie-Centre, dans la limite de ses attributions et dans le cadre des décisions, orientations et instructions internes à l'établissement, pour signer les actes désignés aux articles 3 et 4 concernant les personnels de la direction territoriale et du service de communication placés auprès de la direction territoriale et rattachés à la direction de la communication et de la diffusion des connaissances du Cerema.

**Article 2**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme Wabinski, dans la limite des attributions de ce dernier et dans le cadre des décisions, orientations et instructions internes à l'établissement, délégation est donnée à :

- Monsieur Philippe Lemaire, directeur adjoint de la direction territoriale Normandie-Centre ;
- Madame Sylvie Ransonnette, secrétaire générale de la direction territoriale Normandie-Centre ;

pour signer au nom du directeur général les actes désignés aux articles 3 et 4 concernant les personnels de la direction territoriale et du service de communication placés auprès de la direction territoriale et rattachés à la direction de la communication et de la diffusion des connaissances du Cerema.

**Article 3**

Les délégations de signature mentionnées aux articles 1 et 2 portent sur les actes de gestion énumérés ci-dessous concernant les personnels titulaires appartenant au corps des adjoints administratifs :

1° Les décisions relatives à l'exercice des fonctions à temps partiel ainsi que le retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;

2° Les décisions relatives aux autorisations d'absence, aménagements et facilités d'horaires, à la gestion des jours de réduction du temps de travail ainsi que celles relatives aux congés suivants :

- a) annuels et administratifs ;
- b) bonifiés ;
- c) de maternité ;
- d) de paternité ;
- e) d'adoption ;
- f) de solidarité familiale ;
- g) de présence parentale ;
- h) de formation professionnelle ;
- i) de validation des acquis de l'expérience ;
- j) de bilan de compétences ;
- k) de formation syndicale ;

l) pour siéger en qualité de représentant d'une association ou d'une mutuelle dans une instance instituée auprès d'une autorité de l'État ou d'une collectivité territoriale ;

m) pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire des fédérations et associations sportives ou de plein air légalement constituées destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs ;

n) de maladie, de longue maladie, de longue durée, pour accident de service ou maladie professionnelle, la reprise de fonctions à l'issue d'un congé de longue maladie ou de longue durée, la reprise à temps partiel thérapeutique ainsi que la mise en disponibilité d'office à l'expiration des droits statutaires à congés de maladie ;

3° La décision relative à l'affectation à un poste de travail qui n'entraîne ni changement de

résidence ni modification de la situation de l'agent ;

4° Les décisions :

- a) d'affectation en position d'activité ;
- b) d'accueil en détachement et d'intégration après détachement autres que celles nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres ;
- c) d'intégration directe ;
- d) de détachement ;
- e) de mise en disponibilité d'office ;
- f) de mise en disponibilité de droit ;
- g) de mise en disponibilité pour études et recherches présentant un intérêt général ;
- h) de mise en disponibilité pour convenances personnelles ;
- i) de mise en disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise ;
- j) de mise en position hors cadre ;
- k) de mise en position de congé parental ;
- l) de réintégration après congé parental, détachement, disponibilité et position hors cadre ;

5° Les décisions relatives aux positions d'accomplissement :

- a) du service national ;
- b) d'activités dans la réserve opérationnelle ;
- c) d'activités dans la réserve sanitaire ;
- d) d'activités dans la réserve civile de la police nationale ;

6° L'instruction de la procédure et la prise des sanctions disciplinaires de l'avertissement et du blâme ;

7° La décision de suspension de fonctions en cas de faute grave et le maintien de la suspension en cas de poursuites pénales ;

8° Les décisions relatives à l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par les dispositions du décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique ;

9° Les décisions relatives à l'ouverture, à la fermeture et à la gestion d'un compte épargne-temps ;

10° Les décisions relatives à la gestion du droit individuel à la formation et aux périodes de professionnalisation ;

11° La décision de reclassement pour inaptitude à l'exercice des fonctions.

#### **Article 4**

Les délégations de signature mentionnées aux articles 1 et 2 portent sur les actes de gestion énumérés ci-dessous concernant les personnels stagiaires appartenant au corps des adjoints administratifs :

1° La nomination en qualité de stagiaire ;

2° Les décisions de report, de prorogation et de prolongation de stage ;

3° Les décisions relatives à l'exercice des fonctions à temps partiel ainsi que le retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;

4° Les décisions relatives aux autorisations d'absence, aménagements et facilités d'horaires, la gestion des jours de réduction du temps de travail ainsi que celles relatives aux congés suivants :

a) annuels ;

b) sans traitement pour accomplissement du service national ou avec traitement pour accomplissement d'une période d'instruction militaire obligatoire ;

c) sans traitement d'accompagnement d'une personne en fin de vie ;

d) sans traitement pour suivre un cycle préparatoire à un concours donnant accès à un emploi public de l'État, des collectivités publiques et de leurs établissements publics, à un emploi militaire, de fonctionnaire des assemblées parlementaires ou de magistrat de l'ordre

judiciaire ou à un emploi de la fonction publique internationale, soit une période probatoire ou une période de scolarité préalable à une nomination dans l'un de ces emplois ;

e) de présence parentale ;

f) de maternité ;

g) d'adoption ;

h) de paternité ;

i) de maladie, de longue maladie, de longue durée, pour accident de service ou maladie professionnelle, la reprise de fonctions à l'issue d'un congé de longue maladie ou de longue durée, la reprise à temps partiel thérapeutique ainsi que la mise en congé sans traitement pour raison de santé ;

5° La décision de :

a) mise en congé sans traitement à l'expiration d'un congé pour raison de santé ;

b) mise en congé sans traitement pour donner des soins au conjoint ou au partenaire avec lequel le stagiaire est lié par un pacte civil de solidarité, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie grave ;

c) mise en congé sans traitement pour élever un enfant de moins de huit ans ou pour donner des soins à un enfant à charge ou au conjoint ou au partenaire avec lequel le stagiaire est lié par un pacte civil de solidarité ou à un ascendant atteint d'un handicap qui nécessite la présence d'une tierce personne ;

d) mise en congé sans traitement pour suivre le conjoint ou le partenaire avec lequel le stagiaire est lié par un pacte civil de solidarité, lorsque celui-ci est en raison de sa profession astreint à établir sa résidence familiale en un lieu éloigné du lieu où le fonctionnaire stagiaire intéressé exerce ses fonctions ;

e) mise en congé parental ;

6° La décision de détachement par nécessité de service ;

7° La décision de réintégration après congés sans traitement, congé parental et détachement ;

8° L'instruction et la prise des sanctions disciplinaires de l'avertissement et du blâme ;

9° La décision de suspension de fonctions en cas de faute grave et le maintien de la suspension en cas de poursuites pénales ;

10° Les décisions relatives à la gestion du droit individuel à la formation ;

11° Les décisions de cessation définitive de fonctions :

a) l'acceptation ou le refus de la démission ;

b) le licenciement pour insuffisance professionnelle ou pour inaptitude physique.

#### **Article 5**

La présente décision abroge la décision n° 2016-72 du 18 janvier 2016.

#### **Article 6**

La présente décision sera publiée au bulletin officiel du Cerema.

Fait à Bron, le **20 DEC. 2017**

Le directeur général par intérim

Bruno Lhuissier